



1607H- Nous ne servirons pas de caution à l'Administration !

Déclaration unitaire CGT – FSU- Autonomes

Depuis plusieurs mois, vous avez décidé de rencontrer les organisations syndicales représentatives de la MEL pour la mise en œuvre de l'article 47 de la loi dite de transformation de la fonction publique.

Plusieurs réunions plénières et bilatérales ont eu lieu. Dans le même temps, vous avez choisi de mettre en place des questionnaires en ligne, inspirés du référendum d'entreprise prévu par la loi El Khomri.

Vous avez organisé des réunions tout agent-e, et déployé ensuite une campagne de communication écœurante et incomplète sur « NOTRE » projet « temps de travail. », en évitant de souligner les sujets qui fâchent : à cause de votre communication évasive, bon nombre d'agents n'ont pas encore réalisé qu'ils allaient perdre un nombre conséquent de jours de congés, quel que soit le scénario que vous voulez nous imposer.

Vous avez également rencontré à de nombreuses reprises les encadrant-e-s, afin qu'il-elle-s mènent des discussions au sein de leurs équipes.

Tout a été organisé pour contourner les organisations syndicales. Cette dé-légitimation est la marque du Président Castelain et de son exécutif, marque qui hélas perdure à l'aube de son deuxième mandat.

La ficelle est grossière : il s'agit de limiter notre rôle à celui d'une simple chambre d'enregistrement. En effet, même si nos trois organisations syndicales se sont opposées dès le début à cette contre-réforme historique, nous avons tous fait le choix de participer à ces échanges que vous appelez à tort des négociations.

Refusant de limiter notre rôle au choix entre plusieurs scénarii qui mènent à la confiscation de nos jours de congés, nous avons fait le choix chacun à notre niveau de proposer d'autres sujets aux négociations, ayant traité de près ou de loin aux questions de temps de travail, de rémunération, d'effectif ou d'action sociale. Associant les adhérents ainsi que les agents le souhaitant, nous avons été force de proposition et avons fait preuve d'innovation en plaçant bien-être et qualité de vie au travail au centre de nos préoccupations ; préoccupations que semblait partager l'administration.

Par exemple et sans être exhaustifs, nous avons demandé l'ouverture de négociations sur le télétravail et le droit à la déconnexion visant à prendre en compte l'explosion sans précédent du temps de travail effectif des collègues et du travail au gris. Nous vous avons demandé un juste retour des 6,3 millions d'euros que la MEL va capter annuellement sur le dos des agents en supprimant nos jours de congés, nous avons demandé une campagne de recrutement ambitieuse alors que ce hold-up va vous permettre d'économiser 130 ETP.

Nous vous avons alerté sur le fait que votre volonté de supprimer les congés bonifiés (ancienneté et retraite) serait vécue comme un choc, une insulte pour les collègues concerné-e-s. Nous avons proposé que le temps de présence supplémentaire à la MEL serve à des activités personnelles des agent-e-s, et à de la formation. Nous avons également proposé que la MEL fasse un effort sur l'action sociale et la restauration...

A la fin de ce processus de fausse négociation notre constat est amer. C'est une véritable mascarade dont nous refusons d'être complices ou caution.

L'ensemble des revendications a été balayé d'un revers de main. Hors sujet ! Pas à l'ordre du jour ! Pas de mandat du Président sur tel sujet ! Niet ! Nada ! Du balai !

Le Président n'a même pas eu le courage, contrairement à d'autres élu-e-s, d'écrire à la Ministre Madame De Montchalin pour exiger un report du calendrier de mise en œuvre, comme cela l'a été pour d'autres réformes antisociales du gouvernement Macron.

Il s'agit pourtant de la plus grande attaque contre notre statut et nos conquies sociaux, qui plus est dans la maison d'Arthur Notebart, de Pierre Mauroy, ou de Martine Aubry, qui avait connu bien avant tout le monde les 35H.

Qui plus est, la situation sanitaire et les restrictions ne nous permettent pas de faire le minimum du travail syndical pour lequel nous sommes légitimement mandaté-e-s par nos collègues.

Pourtant, même si la généralisation du travail à distance limite les contacts avec eux, beaucoup, syndiqués ou pas ont compris où vous vouliez les emmener. Quel que soit le scénario, c'est une perte sèche. Et rien en face.

La CGT, la FSU et les Autonomes considèrent qu'il est temps de changer les règles du jeu. Vous ne nous cantonnerez plus à ce pseudo « dialogue social » où tout est écrit d'avance. Dans un dialogue, les règles doivent se définir ensemble.

Aujourd'hui nous vous annonçons que nous allons rencontrer les agents et que vous ne pourrez plus longtemps ignorer leur colère. Nous prévoyons un rassemblement et une Assemblée générale du personnel le 25 mai prochain, et la CGT déposera dès aujourd'hui un préavis de grève pour cette date et les jours suivants.

Le « dialogue social » ne se limite pas aux réunions que vous organisez aux dates que vous choisissez.

Nous reprendrons contact avec vous après le 25.

Pour la CGT MEL,

Pour la FSU MEL,

Pour les Autonomes,

Frédéric PARISOT

Catherine VALOUR

Claude COLPAERT